

6-9 octobre 2020 | Conférence virtuelle

« Financer une reprise verte et maintenir la dynamique de la finance et des investissements verts »

## RÉSUMÉ

---

*Au cours du 7e Forum de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts, les échanges se sont concentrés sur les priorités pour financer la reprise économique et maintenir la dynamique de la finance verte et des investissements verts. Parmi les messages clés, on retiendra: la nécessité d'une reprise économique inclusive et verte; le rôle du secteur public dans l'orientation de l'investissement privé à travers des politiques claires qui s'engagent pour la prospérité économique tout en préservant la biodiversité et en combattant le changement climatique ; la nécessité d'améliorer l'intégrité et la transparence du marché, notamment par la convergence des définitions de la finance verte et une meilleure divulgation des données; les risques de sous-investissement dans les infrastructures vertes essentielles; et les opportunités présentées par le passage à un modèle économique durable et équitable.*

---

### Messages clés du forum

- Le monde est actuellement confronté à trois crises planétaires: climat, nature et biodiversité; pollution; déchets. Bien que de nombreux engagements aient été pris pour relever ces défis, le rythme est insuffisant.
- La pandémie de COVID-19 offre une occasion unique de réinitialiser notre modèle économique et ses objectifs.
- Le stock de capital que nous avons constitué nous emmène déjà au-delà de la limite à ne pas dépasser pour le changement climatique. Nous n'aurons pas une seconde chance pour remédier à l'utilisation des combustibles fossiles, et au système actuel de subventions agricoles.
- Pour développer des solutions efficaces, il est important de comprendre la nature horizontale et transversale du changement climatique dans le contexte de la politique économique. Il est également important de stimuler davantage l'innovation.
- Les liens entre le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la santé humaine doivent être mieux pris en compte. Nous devons arrêter de financer les activités qui ont précipité les crises actuelles.
- Pour soutenir la transition, nous devons mettre davantage l'accent sur des activités autres que celles qui sont clairement vertes aujourd'hui. C'est l'essentiel de notre activité économique, qui doit se mettre en transition, dont il importe d'avoir une vision globale.
- Si la finance durable s'est développée et que les investisseurs ont pris certaines mesures, celles-ci ne sont pas suffisantes. Il y a un manque de transparence, les fonds de pension continuent d'investir dans des « actifs échoués », et bien que la numérisation soit la bienvenue, il est imminent de développer un architecture réglementaire qui fonctionne pour les personnes et la planète.
- Les mesures de rétablissement pour faire face à la pandémie en cours doivent être pourvoyeuses d'emplois et protéger les plus vulnérables.

- Le secteur public infranational doit être à l'avant-garde des efforts de reprise durable. Il a une compréhension plus intime des besoins et est mieux positionné pour transformer des crises telles que la pandémie de COVID-19 en opportunités d'apprentissage pour susciter une action climatique locale positive. Nous avons une possibilité historique d'aligner les plans de relance économique à grande échelle sur les objectifs climatiques, mais cela nécessitera le leadership du secteur public infranational.

### Plénière de haut niveau: défis et opportunités pour la finance verte après le COVID-19

- La pandémie en cours présente une occasion unique de repenser et de réinitialiser notre modèle économique et ses objectifs. COVID-19 nous a appris que nous devons être plus agiles pour nous attaquer aux menaces qui sont clairement sous nos yeux aujourd'hui.
- Tout le monde est désormais fermement convaincu que nous pouvons assurer la prospérité économique tout en protégeant l'environnement. Les efforts de redressement doivent être centrés sur deux priorités: (i) protéger les personnes vulnérables et lutter contre les inégalités; et (ii) se mettre sur le chemin d'un monde à 1,5 degré. Nous devons combattre l'inertie et les intérêts acquis.
- Il est essentiel de mieux comprendre les liens entre le climat, la nature et la santé humaine et de détourner le financement des activités qui nous nuisent. Les mesures traditionnelles comme le PIB ne sont plus adaptées. Nous avons besoin de meilleurs indicateurs systémiques.
- Pour réellement progresser, il faut une volonté politique, un leadership et de meilleures structures de gouvernance. De la même manière que les unités de stabilité financière ont été créées au sein des ministères des finances à la suite de la crise financière mondiale (2008), nous devons installer des unités de politique climatique dans les ministères pour gérer les défis et les menaces auxquels nous sommes confrontés.
- Des plans de relance d'un montant sans précédent ont été annoncés par plusieurs pays, avec des sommes encore plus importantes en prévision. Il est trop tôt pour dire que tout cet argent est allé aux combustibles fossiles. Beaucoup de pays sont encore dans la phase de sauvetage et nous sommes sur le point de voir davantage d'argent s'orienter vers des secteurs plus propres.
- L'accélération de la transition repose sur des rendements ajustés du coût du risque. Les décideurs peuvent augmenter les rendements, soit en augmentant le coût du risque des activités nocives pour l'environnement, soit en diminuant le coût du risque lié à l'innovation.

### Plénière de haut niveau: Comment garantir que le système financier contribue à une reprise verte (y compris emplois, croissance sobre en carbone et résilience environnementale)?

- Il faut faire plus pour s'assurer que le système financier mondial résiste aux chocs systémiques comme les pandémies et le changement climatique. Le système financier doit tenir compte des impacts négatifs que les décisions financières peuvent avoir sur les personnes et sur la planète.
- Dans un premier temps, il est essentiel de reconnaître que « vert » et « climat » ne sont pas seulement liés au carbone. La protection de la biodiversité est un élément essentiel et non un produit de luxe. Nous devons comprendre les caractéristiques distinctes des problèmes au-delà du climat. Pour développer une réponse systémique efficace, nous devons aller là où se trouve le problème et ne pas nous concentrer sur des solutions faciles.
- Le secteur financier peut devoir mettre en œuvre des mesures réglementaires environnementales et autres dans de nombreux pays y compris les économies émergentes.
- Une leçon importante de la crise financière mondiale (2008) est que les silos dans l'élaboration des politiques doivent être évités. Il est essentiel d'adopter une approche « pangouvernementale » pour élaborer des réponses efficaces à la crise actuelle.
- La pandémie en cours offre une opportunité d'accélérer la finance durable et de réorganiser le système financier. Les investissements durables tant du côté public que privé peuvent être



accélérés par les gouvernements. Nous devons éliminer les subventions aux combustibles fossiles d'une part tout en augmentant les subventions et allègements fiscaux verts d'autre part.

- Les institutions financières doivent mieux gérer leurs risques ESG et saisir les opportunités présentées par la transition. Ils doivent aller au-delà du climat. Aujourd'hui, nous comprenons bien comment le risque climat se traduit par un risque financier et la manière de le gérer et de le superviser. Cependant, les mêmes mécanismes sont également à l'œuvre pour la perte de biodiversité. Les autorités de contrôle et les banques centrales ont un rôle à jouer ici et doivent intégrer cette nouvelle réflexion dans leurs activités de supervision.
- Une autre grille d'analyse pour évaluer un système financier durable consiste à examiner comment l'offre d'investissement évolue dans le contexte de la finance durable. La crise climatique et la valeur à long terme sont fondamentalement connectées, mais cela ne se reflète pas nécessairement dans la chaîne de valeur financière.
- De plus en plus d'investisseurs tentent de dépasser le stade du « futur preneur » pour devenir un « futur décideur ». Tout bon investisseur tient compte des risques et opportunités importants. Avec l'introduction de plus de déclarations obligatoires, taxonomies et coordination entre les marchés, il est plus facile d'être un futur preneur. Cependant, de plus en plus d'investisseurs essaient d'être de futurs décideurs en poussant la mise en œuvre de l'accord de Paris à travers leurs activités.
- Les investisseurs peuvent être efficaces pour aligner le système financier sur l'Accord de Paris en rééquilibrant leurs portefeuilles et en votant pour des résolutions soutenant l'action climatique. Les investisseurs institutionnels les plus progressistes utilisent désormais leurs participations pour réorienter le secteur bancaire vers la durabilité. Les banques et les conseils d'administration peuvent agir très rapidement lorsqu'ils reçoivent des signaux sans ambiguïté de la part de leurs actionnaires. Cependant, malgré une reconnaissance croissante au sein de la communauté financière, les investisseurs ne reçoivent pas suffisamment de signaux de marché de la part des décideurs.
- La gestion de la transition est une composante essentielle et souvent négligée de la conversation autour d'un système financier durable. Une approche binaire sera probablement inutile - nous ne pouvons pas nous débarrasser de tous les actifs fortement émetteurs. Il est essentiel de se concentrer sur les secteurs et les activités qui relèvent d'une zone grise.
- L'architecture juridique actuelle doit être plus efficace pour cristalliser les risques dans les bilans des institutions financières. Les superviseurs financiers doivent montrer l'exemple en gérant leurs propres réserves et reconsidérer les exigences de capital réglementaire en revisitant ce que signifie être neutre sur le marché lorsque les marchés font face à des échecs de la théorie des marchés efficients et des menaces critiques tels que le changement climatique.

### **Dans quelle mesure la technologie de registres distribués (DLT) fait-elle une différence dans la finance verte ?**

- La technologie du registre distribué (DLT) a une gamme d'applications allant de la tokenisation de l'infrastructure et la décarbonisation de l'immobilier vers un reporting automatisé des actifs physiques (par exemple des panneaux solaires) et la numérisation des obligations vertes.
- L'unicité numérique est l'un des principaux avantages du DLT. Lorsqu'il est appliqué aux crédits carbone, la DLT peut empêcher que les mêmes crédits carbone soient réclamés deux fois. De même, la DLT peut augmenter la transparence et améliorer la supervision dans le secteur de l'énergie en fournissant un enregistrement vérifiable de chaque kilowatt (KW) produit. L'immobilier commercial est un autre cas d'utilisation.
- La réglementation a un rôle essentiel à jouer pour accélérer l'adoption de la DLT. Une approche expérimentale est nécessaire pour propulser l'innovation. Les domaines d'application incluent, dans le solaire distribué, les micropaiements, le financement vert pour les petites et moyennes entreprises, les passeports numériques pour les actifs physiques et le numérique intelligent pour le regroupement de prêts à petite échelle pour recycler les capitaux et développer les marchés.



## Financer une économie océanique durable

- Il ne peut y avoir de reprise « verte » sans reprise « bleue ». Nous voyons maintenant un large consensus autour des pressions anthropiques sur nos océans. Les priorités pour développer une économie océanique durable incluent l'énergie renouvelable offshore, l'écologisation du transport maritime, l'aquaculture durable, l'investissement dans les infrastructures de rejet et de traitement des eaux usées pour les communautés côtières, l'habitat côtier et marin, la protection et la planification spatiale marine approfondie fondée sur la science.
- Si les secteurs économiques sont compartimentés, les océans ne le sont pas. Développer une économie des océans nécessite une approche holistique de la gestion des océans. Nous devons mieux définir les modèles commerciaux durables pour l'économie de l'océan, et comment ces entreprises peuvent générer un retour sur investissement. C'est aussi clairement le cas pour des métriques et des indicateurs adaptés à l'économie des océans. Beaucoup de ce qui a été fait pour le « financement vert » peut être emprunté et adapté.
- L'augmentation des investissements dans l'économie océanique nécessite des fonds dédiés et un solide portefeuille de projets bancables. Différents types de financement sont déjà disponibles pour des projets océaniques durables, y compris les crédits bleus, les financements concessionnels, les garanties et les subventions.
- Il existe également un large accord sur la nécessité de faire passer la discussion au niveau local et dans les communautés dont la vie dépend des océans. Les municipalités et les autorités locales doivent jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets. Malheureusement, certaines de ces municipalités et autorités locales n'ont pas la capacité d'emprunter à l'échelle nécessaire. Nous avons besoin de solutions pour surmonter cet obstacle.

## Mesurer l'alignement climatique des investissements et des financements

- Il y a une différence entre « finance alignée sur l'Accord de Paris » et « finance climat ». La dernière est axée sur les projets, tandis que la première concerne des systèmes. Il est nécessaire d'intégrer ces deux dimensions lorsque qu'on mesure et suit des flux financiers, et de concentrer les efforts sur l'évaluation de l'impact des investissements dans l'économie réelle.
- Les Ministères de l'Environnement devront collaborer avec d'autres ministères et agences pour obtenir données pour mesurer l'alignement climatique. Nous devons donc comprendre clairement les avantages tangibles de mesurer l'alignement climatique.
- La collaboration entre les secteurs public et privé peut encourager une course au mieux-disant. De tels efforts collectifs pourraient aider les gouvernements à identifier les goulots d'étranglement réglementaires, à rendre les risques liés au climat plus apparents et équiper le secteur privé pour les évaluer et les gérer plus efficacement.
- Il y a souvent des incohérences dans la quantification des niveaux d'émission. Les investisseurs doivent donc examiner les actifs sous-jacents et comprendre comment la comptabilisation des émissions a été effectuée.
- Nous avons besoin d'indicateurs de performance clés clairs et gérables, de mécanismes de pilotage (par ex. bâtiments), des définitions, normes et critères de mesure communs et une convergence des méthodologies.

## Débloquer le financement de la biodiversité par des investisseurs privés

- De plus en plus de preuves empiriques montrent que la perte de biodiversité pose des risques financiers importants pour les investisseurs, en plus des risques pour la société et la planète. La pandémie en cours a placé la biodiversité au cœur des discussions financières. La perte de capital naturel pourrait entraîner des perturbations économiques bien plus importantes que le changement climatique. Il est donc essentiel de reconnaître à la fois les dépendances et l'impact sur la biodiversité des secteurs économique et financier.



- Les dépendances à l'égard de la biodiversité peuvent entraîner des risques physiques et autres pour les entreprises et les investisseurs, tandis que l'impact négatif d'une entreprise sur la biodiversité peut conduire à un risque de réputation. Ces risques, à leur tour, peuvent se traduire par des risques de marché et de liquidité pour les institutions financières qui financent ces entreprises.
- Nous avons besoin d'un cadre efficace de mesure, d'évaluation et de comptabilité de la biodiversité pour démontrer les risques et les opportunités pour les entreprises et les gouvernements. Diverses nouvelles initiatives, mesures et outils d'évaluation sont disponibles, mais il faut une certaine normalisation. En outre, les défis liés à l'accès aux données (open source par rapport aux données payantes) persistent. Il convient toutefois de noter que si une normalisation et des conseils supplémentaires sont bénéfiques, aucune mesure unique ne sera suffisante pour traiter les complexités de la biodiversité au niveau des projets, des entreprises et du portefeuille.
- Les investisseurs doivent commencer à s'engager avec les entreprises sur des questions telles que la déforestation et l'exposition de leur chaîne d'approvisionnement aux risques liés à la biodiversité. En parallèle, les gouvernements ont une énorme opportunité d'accélérer les investissements liés à la biodiversité grâce à leurs programmes de récupération.
- Il est essentiel d'intégrer l'impact sur la biodiversité dans le processus de due diligence d'une entreprise. C'est une étape importante en complément des investissements RSE dans la biodiversité pour s'assurer que les entreprises peuvent évaluer et aborder les risques de biodiversité pour l'entreprise ainsi que les risques de biodiversité précipités par leur entreprise.

### Accélérer les investissements plus verts - le rôle des taxonomies, des investisseurs institutionnels, des régions et des villes

- La divulgation obligatoire, de meilleures données et modèles sont essentiels pour mettre en évidence et gérer les risques liés au changement climatique. L'urgence de l'action climatique apparaît dans les modèles de valeur climatique à risque (VAR) et de température. À l'heure actuelle, on estime qu'un indice boursier mondial pondéré global a un impact de 3,5 degrés. L'univers des sociétés cotées aligné sur l'accord de Paris est très limité (~ 5%).
- Les autorités locales aux niveaux régional et municipal doivent être les premiers intervenants et jouer un rôle de chef de file. Par exemple, les villes jouent un rôle essentiel dans la gestion de la pandémie en établissant des protocoles d'hygiène, assainissement et fourniture de masques, nourriture et transports en commun. Cependant, les villes font face à trois défis importants: (i) les contraintes financières dues à des dépenses dépassant les revenus, (ii) pénurie de main-d'œuvre avec des fonctionnaires dédiés à la durabilité et à la gestion du changement climatique devant prendre les rôles liés au COVID et (iii) la stagnation des dépenses en capital.
- Les villes ont un besoin urgent d'accéder à un financement abordable et à plus long terme. Les villes doivent également diversifier leurs sources de financement et attirer les investisseurs privés à grande échelle. Il existe cependant un écart au niveau des villes en termes d'expertise technique, de planification et de préparation de projets.
- Une structure de réponse ascendante est essentielle pour faire face aux défis systémiques tels que pandémie et changement climatique, les villes étant au premier plan de la prise de décision. Gouvernance multi-niveaux les structures doivent être révisées et lissées. En outre, il est nécessaire d'améliorer le conseil services et assistance technique pour les villes. Les villes sont très diverses et ont besoin de soutien niveaux du cycle de financement.



## Canaliser l'investissement à l'aide des taxonomies et des définitions de la finance durable

- L'absence de normes et définitions universelles constitue un défi majeur pour l'intensification de la finance verte sur le marché. Étant donné la nature mondiale des marchés financiers, nous avons besoin d'une action et d'une coopération mondiale pour développer une taxonomie communément acceptée et maximiser son impact en catalysant des quantités plus élevées d'investissement vert.
- Les taxonomies éliminent l'incertitude, qui est une préoccupation majeure des investisseurs. Les taxonomies réduisent le risque politique et permettent de s'assurer que les découvertes scientifiques - en tant que validées par le gouvernement - soient intégrées à la prise de décision d'investissement.
- Les taxonomies de la finance verte traduisent l'Accord de Paris en activités économiques, un outil essentiel pour calculer les risques et les opportunités. Les taxonomies aident également à définir l'orientation future de l'économie en établissant des normes minimales qui correspondent à nos objectifs en matière de climat et de développement.

## Financer les investissements liés à l'eau

- L'augmentation des investissements dans les infrastructures liées à l'eau nécessite de renforcer l'attractivité du secteur en assurant la stabilité systémique par la réglementation, la transparence, la bonne gouvernance et l'augmentation de la disponibilité des données et des informations.
- Les investissements dans l'eau doivent être abordés de manière plus efficace en utilisant la numérisation, des références croisées avec d'autres informations pertinentes, en utilisant de l'argent privé partout où il y a une opportunité rentable, en adoptant une approche holistique de la planification et de la conception de projets, en capitalisant sur des partenariats solides et en établissant une architecture politique propice.
- La dépendance du secteur vis-à-vis des financements concessionnels bon marché doit être réduite pour attirer le secteur privé et développer un marché privé. Nous devons en outre considérer non seulement le rendement financier d'un investissement, mais aussi le rendement économique, en intégrant à la fois les rendements monétaires et sociaux à l'analyse de rentabilisation des investissements dans l'eau.
- Il existe des opportunités prometteuses pour le secteur des assurances. Les compagnies d'assurance peuvent être co-investisseur dans les infrastructures de protection contre les inondations et jouer un rôle plus important à l'échelle du secteur car elles ont une bonne compréhension du profil risque / rendement des investissements liés à l'eau.

## Investissement ESG: matérialité financière et environnementale

- Il est clair aujourd'hui que le changement climatique présente des risques importants pour nos économies et doit être évalué par le marché. Des événements climatiques extrêmes plus fréquents, nouvelles réglementations et changements de comportement accéléreront très probablement la transition économique. Ce rythme de changement est actuellement le plus grand risque qui n'est pas évalué par le marché.
- Actuellement, les méthodologies de notation ESG sont confrontées à des problèmes d'intégrité du marché ou de « greenwashing » associés au climat et à la notation du pilier « E » environnemental plus large, nécessitant des mesures pour le climat et autres critères environnementaux pour mesurer les impacts, pas seulement les processus.
- La normalisation et l'harmonisation des données ESG sont essentielles pour accélérer les investissements et stimuler l'efficacité et l'intégrité du marché. Une trop grande partie des données ESG et de la notation existante est rétrospective. Nous avons besoin de développer un cadre d'analyse prospectif qui nous aide à évaluer quelles entreprises sont les mieux





placées pour réussir la transition vers un modèle économique sobre en carbone. L'hétérogénéité des scores et de la méthodologie ESG compliquent davantage la question de savoir comment l'ESG est lié à la matérialité environnementale. Il est nécessaire de rendre obligatoire les rapports d'entreprise sur les questions ESG.

- Trois niveaux de métriques différents pourraient permettre une évaluation plus approfondie des performances d'une entreprise en matière de développement durable: mesures au niveau macro (par exemple, émissions de GES), des paramètres spécifiques à l'industrie et des paramètres spécifiques à l'entreprise. Il est essentiel de mieux comprendre quels éléments de durabilité sont en corrélation avec la performance de l'entreprise au développement de mesures de qualité investissement.
- Les banques centrales ont un rôle important à jouer pour encourager les investissements ESG. À défaut d'intégrer explicitement la durabilité dans leurs mandats, les banques centrales peuvent considérer implicitement la durabilité comme la clé pour assurer une stabilisation économique à long terme. Les programmes d'achat d'actifs des banques centrales sont un outil puissant pour encourager l'investissement ESG, même s'il y a des compromis mineurs. L'achat des obligations vertes, par exemple, intègre la durabilité dans la gestion des réserves d'une banque centrale, mais pourrait entraîner une réduction de la liquidité du portefeuille, car les obligations vertes sont moins liquides que les obligations traditionnelles.
- À moins que nous ne mettions en place un cadre réglementaire garantissant réellement que les entreprises leaders du développement durable sont également les mieux placés pour surpasser les marchés, nous verrons probablement peu d'exemples d'une relation réussie entre le leadership en matière de développement durable et les résultats financiers.

### **Les infrastructures vertes dans la décennie de la réalisation : évaluation de l'investissement institutionnel**

- Le rendement des actifs d'infrastructure est attractif, surtout avec les taux d'intérêt actuellement bas. Le défi est l'environnement réglementaire. Les solutions pour augmenter l'investissement privé dans l'infrastructure sont bien connues, il importe maintenant de passer à l'échelle et de se concentrer sur l'implémentation.
- La dette d'infrastructure suscite un intérêt croissant. La dette d'infrastructure privée offre une plus grande flexibilité que le financement bancaire, s'aligne bien sur la structure du capital des projets et offre aux investisseurs une prime d'illiquidité par rapport aux obligations.
- À l'avenir, la création de valeur dans le secteur des infrastructures se fera de plus en plus en développant de nouveaux actifs plutôt qu'en refinançant la dette de projets existant. Cette tendance est le début d'un nouveau style de gestion active, avec des horizons d'investissement à plus long terme. L'industrie évolue vers une vue plus long terme, qui poussera les fonds d'infrastructure à créer de la valeur grâce à la gestion des actifs.
- Les modalités de monétisation des actifs d'infrastructure pour fournir de la liquidité au marché sont essentielles à la montée en gamme de l'investissement dans les infrastructures. La titrisation, les produits structurés et le financement mixte sont des outils importants pour y parvenir.
- Il existe souvent un écart entre le risque réel et perçu des actifs dans les marchés émergents. La structuration financière peut contribuer à rendre les profils de risque des projets des marchés émergents plus acceptables pour les investisseurs privés. Les institutions de financement du développement ont un rôle important à jouer et doivent devenir des investisseurs catalyseurs en se concentrant sur la mobilisation de capitaux plutôt que de simplement prêter.



## La reprise verte et l'atteinte des objectifs environnementaux dans les pays en développement

- Il est clair qu'il ne peut y avoir de compromis entre la reprise économique et la transition vers un environnement vert et durable économie. L'investissement et la création d'emplois sont un pilier essentiel de la reprise et doivent inclure un agenda environnemental. Cela exigera un renforcement des politiques sur les investissements environnementaux.
- Si le secteur financier peut garantir que davantage de ressources sont canalisées vers des projets verts, l'ensemble la reprise serait beaucoup plus verte. Pour catalyser l'investissement privé, quatre éléments sont nécessaires: (i) taxonomies, (ii) transparence (iii) incitations pour les investissements verts, et (iv) produits financiers verts.
- Les banques centrales peuvent soutenir la transition vers une économie durable en (i) instituant une garantie cadre qui soutient les actifs verts, (ii) priorisant les actifs respectueux du climat dans leur achat d'actifs programmes, (iii) rendre obligatoire la divulgation par les entreprises des risques liés au climat, et (iv) écologiser leurs propres portefeuilles.
- Nous devons créer plus d'espace budgétaire en utilisant les programmes de financement internationaux et des banques centrales. Le rétablissement après la pandémie actuelle doit se concentrer sur la société et l'environnement.
- Les institutions financières publiques (IFP) doivent réajuster leur modèle d'entreprise pour accélérer la transition. Les IFP doivent passer de la subvention des investissements à devenir des fournisseurs de capital avec un accent sur la création de projets. Ils peuvent devenir des plateformes pour accélérer des projets critiques et fournir une preuve de concept pour favoriser de nouveaux marchés.

## Financement d'infrastructure pour accélérer la transition durable (FAST-Infra)

- Nous devons créer des véhicules d'investissement pour une variété d'utilisations. Il s'agit notamment de plateformes de titrisation, pour mieux structurer les garanties, et pour financer les banques nationales de développement (BND) qui sont souvent à l'avant-garde de la construction et du préfinancement des infrastructures durables.
- Les BND sont en première ligne pour les adjudications d'énergies renouvelables, supportant le risque de construction et les coûts associés dans leur bilan. Les BND souhaiteraient diversifier leurs portefeuilles et se décharger d'une partie de leur portefeuille d'énergies renouvelables au profit des marchés financiers.
- Un label global clair pour les infrastructures durables pourrait stimuler la demande des investisseurs, tout comme dans le cas des obligations vertes et durables. Un tel label permettrait une évaluation efficace des risques et augmenterait la transparence, en particulier dans les économies émergentes.
- En outre, il est nécessaire de renforcer la capacité des institutions locales à fournir des garanties. Les institutions internationales ne peuvent pas assumer tout le fardeau. Les institutions locales doivent développer l'expertise technique et les capacités nécessaires pour soutenir les projets locaux et attirer les capitaux privés. De plus, il doit exister une facilité mondiale pour soutenir les garanties émises par les institutions locales.

## Investissements dans l'énergie propre pour soutenir un redressement durable du COVID

- Pour atteindre un monde net zéro d'ici 2050, nous devons réduire considérablement les émissions. La moitié de la réduction des émissions nécessaire sera obtenue en utilisant des technologies qui sont actuellement en émergence, ou n'existent pas encore. L'innovation est la clé; le solaire et le vent ne suffiront pas à eux seuls. Il y a un grand rôle pour le secteur public. Les garanties à long terme, les subventions, les prêts bon marché et les allègements fiscaux peuvent jouer un rôle essentiel, de même que les normes telles que l'efficacité énergétique ainsi que les codes du bâtiment et des transports.





- En Europe, les actifs échoués sont déjà un phénomène et témoignent clairement de la manière dont les actifs pétroliers perdent des parts de marché au profit des énergies renouvelables et subissent des pertes de valeur. L'un des aspects les plus sous-estimés des énergies renouvelables, d'un point de vue financier, est qu'elles sont intrinsèquement déflationnistes. Il n'y a pas d'amont dans les énergies renouvelables avec des risques et des fluctuations de prix élevés.
- Les finances publiques sont extrêmement tendues. Les outils et les véhicules pour attirer les capitaux privés sont très nécessaires. Une action climatique forte a un effet multiplicateur.

